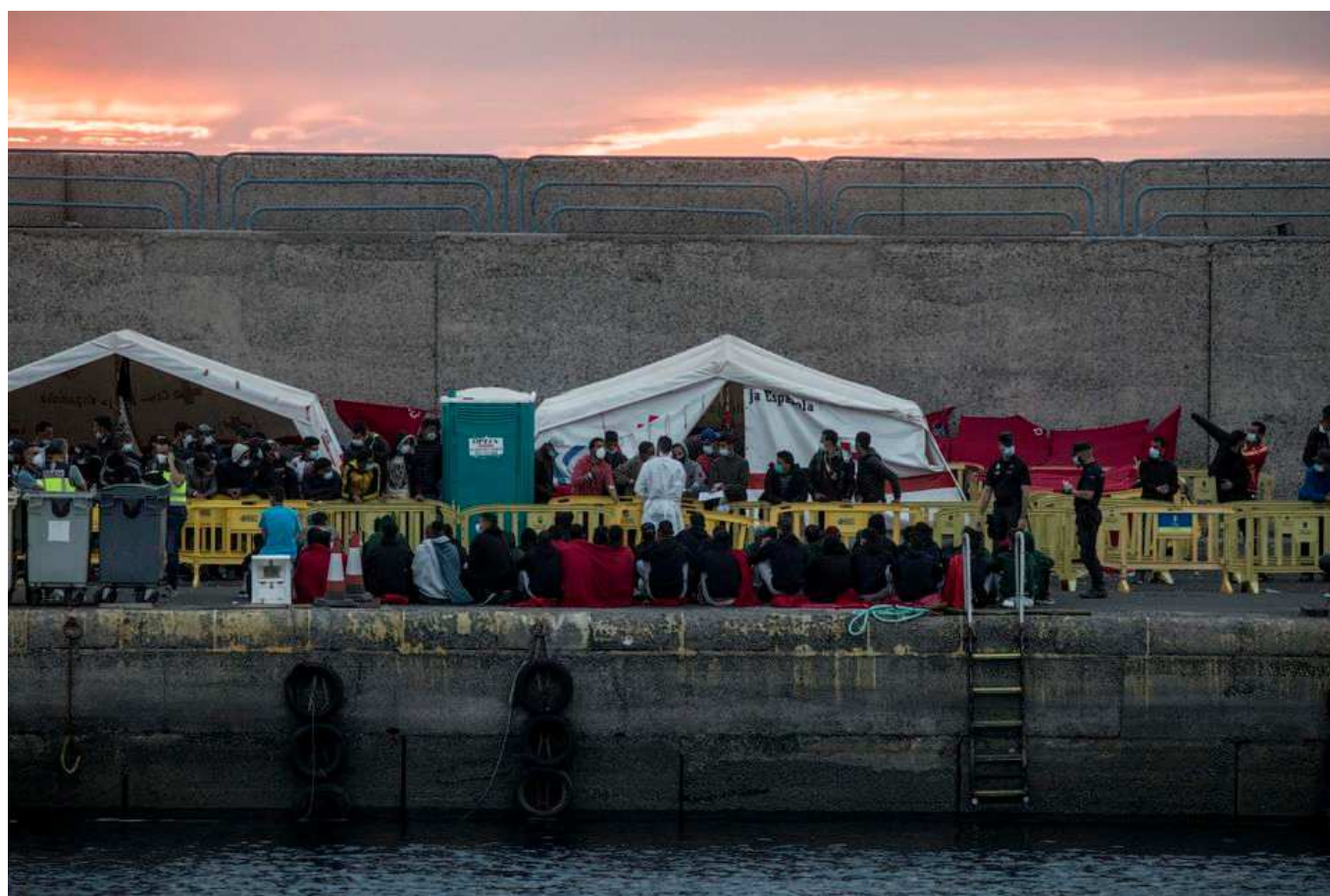


INTERVIEW ABONNÉS

Naufrages d'exilés au large des Canaries : «Si on ne fait rien, leur nombre va augmenter»

Par [Gurvan Kristanadjaja](https://www.liberation.fr/auteur/15435-gurvan-kristanadjaja)(<https://www.liberation.fr/auteur/15435-gurvan-kristanadjaja>) — 30 décembre 2020 à 15:26



Des exilés au port d'Arguineguin après leur sauvetage en mer, en novembre. Photo Javier Fergo. AP

Dans un rapport publié récemment, l'ONG Caminando Fronteras a recensé 2 170 morts lors de naufrage sur la route vers l'Espagne. Parmi eux, la plupart ont perdu la vie au large des Canaries, alerte Helena Maleno, fondatrice du collectif de surveillance des flux migratoires.

Helena Maleno est une militante défenseuse des droits de l'homme et fondatrice du collectif Caminando Fronteras(<https://caminandofronteras.org/>) qui surveille notamment les flux migratoires. Selon un rapport publié récemment par l'ONG, (<https://twitter.com/walkingborders/status/1343845407223410688>) 2 170 migrants sont morts en tentant la traversée vers l'Espagne, contre 893 en 2019 : 1 851 décès ont eu lieu au cours de naufrages sur la route vers les Canaries(https://www.liberation.fr/planete/2020/12/05/grande-canarie-ile-touristique-devenue-prison-migratoire_1807661), devenue la plus meurtrière vers l'Europe.

Comment avez-vous recensé ce chiffre de 2 170 exilés décédés sur la route de l'Espagne ?

Depuis 2007, on a un téléphone d'alerte. Les personnes en détresse en mer nous écrivent, parfois ce sont leurs familles, pour qu'on puisse alerter les services de sauvetage. A chaque embarcation en détresse, nous avons fait le suivi : si elle est sauvée par l'Algérie, le Maroc, le Sénégal, la Mauritanie ou l'Espagne. Si le bateau n'est pas retrouvé, c'est qu'il y a un naufrage. Parfois, ce sont les familles qui nous contactent un mois après, et on fait ce travail de suivi aussi. Notre chiffre est peut-être même sous-estimé, car les 2 170 personnes sont celles dont on a fait un suivi, et on est sûrs qu'ils ont disparu ou sont morts dans la mer.

Qui sont les personnes qui meurent au large de l'Espagne ?

Cette année, nous avons observé une augmentation du nombre d'adolescents marocains, algériens, sénégalais et maliens parmi eux. Plusieurs choses expliquent ce phénomène. Pour les Maghrébins par exemple, il y a la répression de la jeunesse en Algérie ou les effets directs du Covid. Le virus est devenu un facteur important de migration car les gens ont tout perdu. Il n'y a plus de tourisme dans ces pays et tout le monde a été enfermé longtemps à domicile. Ces gens vivent désormais au jour le jour et beaucoup d'Algériens et de Marocains décident de partir. Au Sénégal, les derniers accords de pêche(https://www.liberation.fr/planete/2020/11/29/a-mbour-village-senegalais-partout-il-y-a-des-morts_1807148), ont poussé les gens à fuir car ils ne peuvent plus aller pêcher.

Qu'est-ce qui explique que la route vers les Canaries soit si meurtrière ?

La raison principale, c'est l'océan Atlantique : la météo y est difficile. Les trajets sont beaucoup plus longs que pour d'autres routes. Depuis le Sénégal par exemple, la traversée peut durer entre onze et quinze jours en plein océan. En partant de Mauritanie ou du Maroc, c'est cinq à sept jours. D'autant que les gens vont en mer avec des embarcations pas adaptées. Ils sont tellement désespérés qu'ils acceptent tout. Mais c'est surtout la responsabilité des Etats de l'Union européenne qui ne collaborent pas pour défendre la vie. Ils se focalisent sur le contrôle migratoire alors qu'on leur dit qu'ils laissent mourir des gens dans l'eau. En Espagne, par exemple, nous avons un des systèmes de sauvetage maritime les plus performants au monde. Mais ce que l'on constate, c'est qu'il y a une grande différence entre les moyens alloués pour sauver les Blancs et les migrants. Notre obligation devrait être de

sauver toutes les vies humaines, on ne devrait pas différencier un bateau de croisière d'une embarcation de migrants. Cette politique fait qu'il y a deux types de droit à la vie en mer. On le constate aussi au quotidien : quand il s'agit de faire des contrôles, l'information circule très rapidement. Mais quand il s'agit de sauvetage, ça va lentement. Lorsqu'on est alertés d'un naufrage en cours, on transmet la localisation aux services de sauvetage. Mais le délai pour y aller est parfois très long. C'est inacceptable pour un état démocratique. Quelle est la différence entre la politique que l'on applique en Espagne et celle de Salvini ? Il n'y en a aucune. La seule différence, c'est que le racisme de Salvini est plus brut. Mais on trouve partout un racisme institutionnel accompagné d'une augmentation du racisme social en ce qui concerne les migrants.

Que peut-on faire pour que l'année prochaine, ce bilan soit en baisse ?

Ce qui est sûr, c'est que si on ne fait rien, ce nombre de décès va augmenter chaque année. Il faut donc laisser les services de sauvetage publics travailler comme il faut et améliorer la coordination entre les différents pays qui interviennent. Mais surtout, il faut placer la défense de la vie au cœur des politiques. Personne ne devrait perdre la vie pour avoir voulu traverser une frontière.

[Gurvan Kristanadjaja \(https://www.liberation.fr/auteur/15435-gurvan-kristanadjaja\)](https://www.liberation.fr/auteur/15435-gurvan-kristanadjaja)